



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49124 Saint-Barthélemy-D'anjou

Saint-Barthélemy-D'anjou, le  
28/08/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/08/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SUEZ RV Plastiques Ouest**

ZI Les Châtaigneraies - Landemont  
49270 Orée D'anjou

Références : EC-2025-407-AUTO-SUEZ RV Plastiques Ouest-Orée d'Anjou-RAP  
Code AIOT : 0006302178

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/08/2025 dans l'établissement SUEZ RV Plastiques Ouest implanté sur la ZI Les Châtaigneraies Landemont 49270 Orée d'Anjou. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection s'inscrit suite à un signalement de rejets de plastiques et micro-plastiques dans le milieu naturel de la part de l'entreprise Suez RV Plastiques située dans la zone des Châtaigneraies à Orée d'Anjou.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUEZ RV Plastiques Ouest
- ZI Les Châtaigneraies Landemont 49270 Orée d'Anjou
- Code AIOT : 0006302178
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

SUEZ RV PLASTIQUES OUEST exploite une installation de recyclage de déchets plastiques sur la commune nouvelle d'Orée d'Anjou (commune déléguée de Landemont) dans la Z.A. Les Châtaigneraies.

Le site de Landemont est autorisé à exploiter une usine de recyclage de déchets plastiques sur la commune d'Orée d'Anjou, par arrêté préfectoral du 31 mars 2021.

**Contexte de l'inspection :**

- Plainte
- Pollution

**Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D.541-361	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
3	Téledéclaration des résultats de l'autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 31/03/2021, article 2.8.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Envois de matières plastiques	Arrêté Préfectoral du 31/03/2021, article 3.7	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Dispersion de fines plastiques	Arrêté Préfectoral du 31/03/2021, article 3.7	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
6	Résidu de curage	Arrêté Préfectoral du 31/03/2021, article 4.5.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Cuvettes de rétention – bassin de décantation des terres humides	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.15	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le signalement de pollution par du plastique et micro-plastique dans le milieu naturel, l'inspection a constaté que l'ensemble des abords du site est propre et entretenu (bas-côtés, fossés, autour des bassins de rétention et au niveau de la zone humide).

Pour ce qui concerne l'exploitation sur le site, deux aspects ont frappé l'inspection. D'une part, l'inspection a constaté que le site est fortement chargé par les envois de déchets plastiques, ce qui laisse à penser que les procédures de nettoyage ne sont pas efficaces. D'autre part, l'inspection a noté au cours de la visite du site plusieurs dysfonctionnements qu'il convient d'expliquer.

**Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de localiser les avaloirs du site et d'affirmer s'ils étaient équipés de filtre anti-pollution.** La localisation des avaloirs a été transmise par mail le 5 septembre 2025.

Aussi, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :

- finaliser la mise en place de filtres anti-pollution sur les avaloirs ;
- transmettre le mode opératoire de nettoyages des avaloirs ;
- transmettre la date du dernier nettoyage des avaloirs ;
- procéder à un nettoyage complet du site ;
- transmettre les modes opératoires du nettoyage du site ;
- transmettre un nouveau plan d'action visant à éviter la pollution par les envols et la dispersion de plastiques ;
- transmettre un compte-rendu d'incident de production ;
- procéder au curage des 2 bassins de rétention ;
- transmettre les résultats d'analyses des boues de curage ;
- informer de la filière retenue pour le traitement des boues de curage ;
- réaliser les déclarations GIDAF d'autosurveillance des eaux industrielles.

Dans l'hypothèse où les justificatifs ne seraient pas fournis dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Cuvettes de rétention – bassin de décantation des terres humides**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.15
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bassin de décantation des terres humides
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. La capacité de rétention est <b>étanche</b> aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé
<b>Constats :</b>  <u>Constat de l'inspection du 30/04/2024 :</u> Concernant la plateforme de stockage des terres humides, l'inspection des installations classées a fait les constats suivants : - la plateforme n'est pas étanche au niveau des murs d'isolement, et même au point haut de la plateforme ; - des jus de décantation des terres humides ruissellent tout autour de la plateforme ;

- le système de pompage des eaux de décantation est détérioré.  
L'inspection demandait à l'exploitant de réaliser des tests d'étanchéité du sol de la plateforme de décantation des terres humides, dans un délai de 6 mois.

Par courrier du 11 juillet 2024, l'exploitant a répondu :

Le système de pompage des eaux de décantation a été réparé.

Le bassin nord a été vidé les 17 et 18 juin 2024. L'exploitant a vérifié visuellement l'intégrité de la dalle béton.

Le bassin sud a été vidé en novembre 2024. Un contrôle visuel de l'étanchéité a été réalisé le 7 novembre 2024.

L'exploitant conclut que sa plateforme est étanche.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 16/04/2021, article D.541-361

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels

### **Prescription contrôlée :**

Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021

### **Constats :**

Constat de l'inspection du 30/04/2024 :

L'exploitant a présenté l'équipement installé dans les caniveaux des eaux rejetées vers l'extérieur. Il s'agit d'un équipement de filtration d'eau pour bouches d'égout et de protection des avaloirs. Ces filtres anti-pollution ne sont plus mis en place actuellement du fait des travaux en cours au niveau de l'ensemble des réseaux d'eau (site actuel et extension).

L'inspection des installations classées demandait à l'exploitant de mettre en place les filtres anti-pollution au fur et à mesure de l'avancement des travaux, au niveau des avaloirs susceptibles de récupérer des granulés plastiques industriels (GPI), et ce sous un délai de 6 mois.

Par courrier du 11 juillet 2024, l'exploitant a répondu :

- 10 filtres anti-pollution ont été installés dans les zones les plus exposées au GPI;
- 3 avaloirs sont en cours d'installation;
- 2 avaloirs supplémentaires ont été identifiés pour retenir les fines de plastique au niveau de la zone de stockage des DIB;
- transmission à l'inspection de la fiche technique des filtres anti-pollution.

<p><u>Par courrier du 5 février 2025, l'exploitant a répondu :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- identification de 2 regards supplémentaires à équiper, situés à l'entrée du site; ces regards ont été équipés de filtres neutres;</li> <li>- 2 avaloirs équipés de grilles métalliques de filtration avec maillage au niveau de la zone DIB;</li> <li>- commande de 3 grilles métalliques pour : <ul style="list-style-type: none"> <li>* 1 avaloir le long du bâtiment d'extension;</li> <li>* 1 avaloir devant le bâtiment de stockage big-bag;</li> <li>* 1 avaloir dans l'allée piétonne devant l'extension.</li> </ul> </li> </ul> <p><b>Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure d'identifier l'ensemble des avaloirs déjà équipés. L'inspection a visualisé 3 avaloirs qu'il convient de nettoyer.</b></p> <p><b>L'exploitant a transmis par mail le 5 septembre 2025 un plan de localisation des avaloirs. Le plan indique que 15 kits de filtration sont en place sur 35 grilles d'égout.</b></p> <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ finaliser la mise en place des kit anti-pollution sur les avaloirs ;</li> <li>➤ informer de la date du dernier nettoyage des avaloirs;</li> <li>➤ transmettre le mode opératoire de nettoyage du site, dont les avaloirs.</li> </ul> <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p> <p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>
---

**N° 3 : Télédéclaration des résultats de l'autosurveillance**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2021, article 2.8.3</p> <p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, GIDAF</p> <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant déclare mensuellement ses résultats de l'autosurveillance par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées (GIDAF : Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente).</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate que la dernière télédéclaration de son autosurveillance des eaux industrielles date d'avril 2025.</p> <p>Un dépassement sur le paramètre Phosphore indique une valeur de 8 mg/l pour une VLE à 2 mg/l.</p> <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de télédéclarer les autosurveillances depuis mai 2025.</p> <p>L'exploitant doit indiquer à l'inspection ce qu'il a fait pour remédier au dépassement du paramètre Phosphore d'avril 2025.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p> <p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>
---

#### N° 4 : Envois de matières plastiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2021, article 3.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Programme de surveillance des mesures pour maîtriser les envois de plastique
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toutes les dispositions nécessaires sont prises (capotage, bâtiments fermés, nettoyage du sol, grille à mailles ou filtre sur réseau, ...) pour éviter la dispersion et l'entraînement des fines ou paillettes plastiques sur les voies de circulation du site, dans le réseau d'eaux pluviales, et dans l'environnement. Par exemple, les bennes de récupération des paillettes ou fines plastiques sont capotés. Dans le cas où les dispositions prises n'apparaissent pas suffisantes, il définit un nouveau plan d'action visant à éviter une pollution par les envois et la dispersion de matières plastiques et le tient à disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  <u>Signalement de pollution vers le milieu extérieur par des plastiques et micro-plastiques</u> Suite au signalement de pollution de plastiques et micro-plastiques dans le milieu naturel hors site, l'inspection des installations classées a fait le tour des abords du site. L'inspection s'est notamment rendue : <ul style="list-style-type: none"><li>➤ à l'entrée du site;</li><li>➤ autour des bassins de rétention n°1 et 2;</li><li>➤ au niveau de la zone humide;</li><li>➤ le long des fossés de rejet des eaux vers le milieu naturel.</li></ul> L'inspection a constaté qu'il n'y avait pas de rejet de plastique à l'extérieur du site ni sur les bas-côtés, ni dans les fossés, ni autour des bassins de rétention, ni au niveau de la zone humide. Le jour de l'inspection, une entreprise paysagiste entretenait les abords du site.  <u>Envois de plastiques sur le site</u> Par contre, l'inspection a constaté la présence de <b>très nombreux plastiques</b> sur le site. L'exploitant déclare que le site était en maintenance fin juillet et a repris son activité le 15 août 2025. L'exploitant déclare que le dernier nettoyage du site date du 14 août 2025. L'aspect visuel du site est très sale. Les dispositions prises pour maîtriser les envois de plastique ne sont clairement pas suffisantes.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de procéder sous huitaine au nettoyage complet du site et de transmettre des photos. L'inspection demande également à l'exploitant de lui transmettre les modes opératoires concernant les opérations de nettoyage : organisation, description des actions, fréquence de nettoyage, etc... Enfin, l'exploitant transmet à l'inspection un nouveau plan d'action comme demandé par son arrêté préfectoral en cas d'insuffisance et d'inefficacité des opérations de nettoyage; ce plan visera à éviter une pollution par les envois et la dispersion de matières plastiques.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 5 : Dispersion de fines plastiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2021, article 3.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Programme de surveillance des mesures pour maîtriser les envols de plastique
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toutes les dispositions nécessaires sont prises (capotage, bâtiments fermés, nettoyage du sol, grille à mailles ou filtre sur réseau, ...) pour éviter la dispersion et l'entraînement des fines ou paillettes plastiques sur les voies de circulation du site, dans le réseau d'eaux pluviales, et dans l'environnement. Par exemple, les bennes de récupération des paillettes ou fines plastiques sont capotés. L'exploitant s'assure de l'efficacité des mesures prises en réalisant un programme de surveillance des installations à chaque évolution significative du process. A titre d'exemples de mises en place possibles : <ul style="list-style-type: none"><li>• capotage ;</li><li>• fréquence des opérations de nettoyage au sol ;</li><li>• aspiration ;</li><li>• filtration au niveau des canalisations, en sortie déshuileur/débourbeur, en sortie de rejet d'eau vers le milieu extérieur.</li></ul>
<b>Constats :</b>  L'inspection a constaté des dysfonctionnements au niveau de l'exploitation, entraînant la dispersion de déchets plastiques et de fines plastiques. Deux dysfonctionnements ont été constatés dans le hall de production sur la zone historique du site : <ul style="list-style-type: none"><li>- trémie sur la ligne P en débordement de mousse entraînant une accumulation d'eau et de mousse au sol. Cette eau ruisselle à l'extérieur du bâtiment de production. Des fines plastiques sont également entraînées.</li><li>- 2 caisses grillagées de récupération d'eau sur la ligne de lavage des bâches plastiques. Les caisses grillagées ne sont pas vidées à temps entraînant des débordements d'eau et de plastiques au sol. Cette eau ruisselle à l'extérieur du bâtiment de production. Des fines plastiques sont également entraînées.</li><li>- accumulation d'eau au sol à proximité de la station de traitement des eaux industrielles dû certainement à un défaut de pompe ou une évacuation bouchée. Plusieurs fils électriques baignent dans l'eau. La mare d'eau s'étend et entraîne avec elle des plastiques et des fines de plastiques.</li></ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre un rapport d'incident concernant les constats mentionnés ci-dessus. Il indiquera les opérations mises en œuvre pour remédier aux problèmes rencontrés, et les actions prévues pour que les incidents ne se reproduisent plus.  <u>Observation</u> : Les bassins de rétention pourraient utilement être équipés d'une seconde échelle crinoline compte tenu de leur taille.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois



**N° 6 : Résidu de curage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2021, article 4.5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bassin de rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les boues issues du curage des réseaux (bassins de traitement d'eau, rétention incendie, bassin d'orage...) sont analysées. Elles peuvent être envoyées en installation de stockage de déchets inertes si elles répondent aux critères d'admission des déchets inertes dans ce type d'installation.
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées a constaté que le bassin n° 1 était presque vide. Le bassin n°2 est recouvert de lentilles vertes. L'exploitant déclare qu'un curage des bassins est prévu au mois de septembre 2025.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les rapports d'analyses réalisées sur les boues de curage des bassins. L'exploitant indiquera la filière retenue pour le traitement des boues. L'exploitant indiquera la date du dernier curage et la filière qui avait été retenue pour le traitement (transmettre les preuves du traitement effectué).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## Planche photographique associée à la visite d'inspection

### N°2 : Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques



*Grille équipée d'un filtre anti-pollution*



*Grille en partie bouchée*

### N°4 : Envois de matières plastiques



*Fossé entretenu et dénué de plastique*



*Fossé entretenu et dénué de plastique*





*Fossé propre et entretenu*



*Aménagement des eaux de ruissellement vers le milieu naturel*



*Bas-côté proche du point de rejet des eaux dans le milieu naturel*

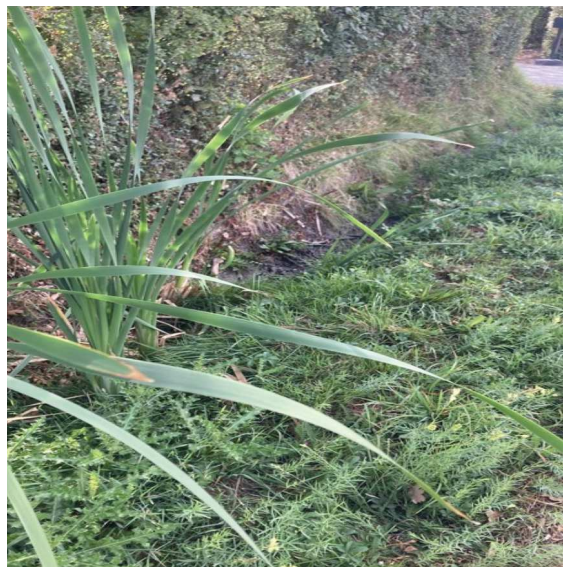


*Abords du bassin de rétention n°1 – absence de plastique*





*Fossé d'évacuation des eaux de ruissellement*



*Fossé en aval du point de rejet des eaux de ruissellement de Suez*



*Caniveau intérieur en cours d'aménagement  
- pollution par des déchets plastiques*



*Caniveau intérieur en cours d'aménagement  
- pollution par des déchets plastiques*





*Déchets de plastique au sol le long du grillage du bassin de rétention n°2*



*Déchets de plastique au sol*



*Déchets de plastique au sol*



*Déchets de plastique au sol le long de la poche souple*

#### N°5 : Dispersion de fines plastiques



*Évacuation bouchée entraînant une mare d'eau – des fils électriques baignent dans l'eau*



*Accumulation d'eau avec présence de plastiques et de fines plastiques*





*Trémie débordante de mousse*



*Caisse grillagée en débordement*



*Déversement d'eau issue de la trémie et des caisses grillagées en débordement*

N°6 : Résidu de curage



*Bassin n°1*



*Bassin n°2 - présence de plastique*



*Bassin n°2 - recouvert de lentilles d'eau*